

## Document 7 – Expliquer le vote : Les modèles de Columbia et du Michigan

Le modèle « sociologique » est associé au livre fondateur de Paul Lazarsfeld et de son équipe, *The People's Choice*. À l'occasion de l'élection présidentielle de 1940, ils se proposent de mesurer l'impact de la campagne auprès d'un panel représentatif des habitants d'un comté de l'Ohio, interrogés à sept reprises. À leur surprise, ils trouvent que les électeurs se sont en majorité décidés bien avant la campagne et sont restés fidèles à leur choix initial. Leurs orientations politiques sont stables et conformes aux normes de leur milieu familial, social et culturel. Un indice de prédisposition politique combinant le statut social, la religion et le lieu de résidence permet avec beaucoup de précision de prédire leurs choix électoraux. Chez les électeurs ruraux, protestants et aisés, trois voix sur quatre se sont portées sur le candidat républicain, et chez les électeurs urbains, catholiques et socialement défavorisés, elles sont allées dans la même proportion au candidat démocrate. « *Une personne pense politiquement comme elle est socialement* », telle est la principale conclusion de leur étude. L'électeur, un animal social dont l'opinion se forme au contact de ses semblables, dans les conversations et les contacts au sein des divers groupes où il est inséré. (...) Le retentissement de ces travaux est considérable parce qu'ils contredisent la plupart des idées reçues sur la question, démolissant tant le mythe de la toute-puissance des médias que celui de l'électeur éclairé décidant de son vote après une analyse réfléchie des candidats et de leurs programmes. Ils vont inspirer plusieurs centaines d'études similaires dans différentes régions des États-Unis.

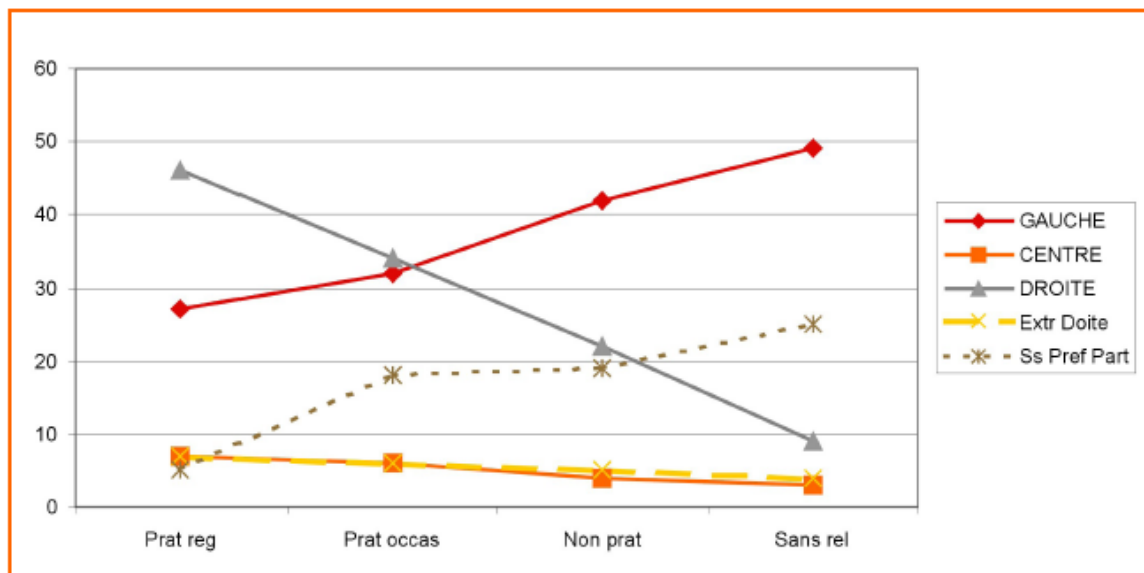
Ce déterminisme est critiqué par Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller, Donald E. Stokes, les auteurs de *The American Voter*. Pour ces chercheurs au *Survey Research Center* de l'université du Michigan, le vote est d'abord un acte politique, commandé par la perception qu'ont les électeurs des principaux objets politiques, la « carte cognitive » qu'ils ont dans la tête. Délaissant l'approche monographique, ils (...) mettent ainsi en lumière le rôle clé de « l'identification partisane ». Attachement affectif durable à un des deux grands partis qui structurent la vie politique américaine, transmis par les parents, renforcé par le milieu social et professionnel – on rejoint ici le modèle précédent –, il fonctionne comme un écran perceptif, filtrant la vision du monde des électeurs. Plus ils s'identifient à un parti, plus ils sont favorables à son candidat et aux positions qu'il soutient et plus ils sont susceptibles de voter pour lui. L'ambition des auteurs est de reconstituer le processus de décision de l'électeur, en prenant en compte tous les éléments susceptibles d'agir, depuis le jour de sa naissance jusqu'à celui de l'élection. L'image qu'ils utilisent à cet effet est celle d'un « entonnoir de causalité » qui replace ces éléments dans leur ordre chronologique et leur enchaînement. À son entrée, il y a les structures économiques, sociales et partisans qui composent l'environnement politique familial des électeurs depuis l'enfance. Au bout le plus étroit il y a les caractéristiques propres à l'élection considérée, telles que la nature du scrutin, la configuration des candidatures, la conjoncture économique et politique dans laquelle elle se déroule et les problèmes abordés durant la campagne. Le lien entre les deux bouts de la chaîne est fourni par les attitudes politiques à l'égard des enjeux, des candidats et surtout des partis. Le milieu familial et professionnel, le lieu de résidence, l'appartenance religieuse n'influencent pas directement le vote. Mais ils façonnent les identités et les valeurs des individus, leurs préférences pour la gauche ou pour la droite, leur attirance pour un parti donné. (...)

Au total, *The American Voter* tel que le décrivent ses auteurs n'est pas très différent de celui que décrivait *The People's Choice*. Il s'intéresse peu à la politique, il est mal informé. Ses opinions politiques sont peu structurées. (...) C'est l'amorce du paradigme « minimaliste » que développera Philip Converse, attribuant au grand public dans son ensemble, comparé aux élites, une compétence politique réduite.

« Qui vote pour qui et pourquoi ? Les modèles explicatifs de choix électoral »,  
Nonna Mayer, in *Pouvoirs* n° 120, janvier 2007

✍️ 11- **Comparer** – Comparez les explications du vote selon l'équipe de Lazarsfeld (université de Columbia) et celle des chercheurs de l'Université du Michigan.

## Document 8 - Proximité partisane selon la pratique du catholicisme, en 2010



Guy MICHELAT, Michel SIMON, « Le peuple, la crise et la politique »  
La Pensée, numéro hors-série, supplément au n° 368, mars 2012

- 12- Lire – Faites une phrase donnant la signification d'une des données du graphique.  
13- Lire – Constatez-vous une corrélation entre pratique du catholicisme et proximité partisane ?

## Document 9 – Les explications de l'importance de la variable religieuse : le cas des catholiques et des musulmans

Y a-t-il un vote juif? Ou catholique? Ou protestant? Ou musulman? Les politologues interrogés répondent par l'affirmative. Malgré la laïcisation de la société française, la variable religieuse reste déterminante dans le vote des citoyens. Elle renforce des tendances historiquement lourdes. Depuis quelques années, elle subit des inflexions, confirmées dans les intentions de vote pour la prochaine élection présidentielle que révèlent les enquêtes d'opinion. (...)

### Les catholiques, à droite toute toujours

La proximité avec la droite est encore plus forte dans l'électorat catholique. De 50% à 60% d'électeurs français se définissent comme catholiques, dont 14% comme «pratiquants». Leur comportement électoral est d'autant plus frappant à étudier qu'il s'écarte de la moyenne nationale. «Plus on est catholique pratiquant, plus on vote à droite, notamment vers l'UMP, et avec une prime très nette à Nicolas Sarkozy», observe Jérôme Fourquet.

Quand il rassemble autour de 28% des intentions de vote de l'ensemble des Français au premier tour, le président sortant «monte» à 34% chez les catholiques non pratiquants et à 45% chez les pratiquants. A l'inverse, le candidat socialiste François Hollande ne recueille que 16% des intentions de vote des catholiques pratiquants (24% des non-pratiquants). La tendance s'amplifie au second tour: Nicolas Sarkozy réunirait 70% des suffrages des pratiquants et même 55% des non pratiquants.

Cette préférence à droite de l'électorat catholique —probablement accentué par la variable de l'âge (l'électorat catholique est plus âgé que la moyenne)— remonte à loin dans l'histoire politique de la France, depuis la Révolution et les combats laïques des XIXe et XXe siècles. Elle s'identifie à des «valeurs» d'ordre, de sécurité, de légitimité.

Au delà des préoccupations communes (emploi, éducation) qui sont prioritaires, les principaux «marqueurs» du vote catholique sont, selon les spécialistes, la défense de la famille, le choix de l'école privée, le refus de l'euthanasie active et de la revendication homosexuelle (mariage gay, adoption).

Ce vote Sarkozy dans l'électorat catholique justifie le discours du président sur la «laïcité positive». Il confirme la stratégie «droitière» de Patrick Buisson, son conseiller qui, il y a quelques mois encore, avait organisé un

déplacement présidentiel au Puy-en-Velay, haut lieu de pèlerinage, où Nicolas Sarkozy avait exalté le patrimoine chrétien de la France.

Il reste que le candidat doit rester attentif à la façon de s'adresser à cet électorat. En juillet 2010, le discours de Grenoble sur la délinquance et les Roms avait provoqué de fortes réticences dans la hiérarchie catholique. «Sa cote de popularité n'avait toutefois pas diminué chez les catholiques en général, se rappelle Jérôme Fourquet. La baisse, dans ce segment de l'électorat, avait eu lieu bien avant, au moment de la polémique sur la nomination de Jean Sarkozy à la tête de l'Epad de la Défense et le double salaire d'Henri Proglio.»

Dans cet électorat, le candidat centriste François Bayrou ne jouit plus de la «surcote» dont il avait bénéficié en 2007, mais il reste un peu au-dessus de la moyenne nationale: il est à 15% chez les catholiques pratiquants et à 12% chez les non-pratiquants. Il y a cinq ans, il était à 27% chez les pratiquants contre 20% en moyenne nationale.

Le rapport avec Marine Le Pen et le Front national bouge également. A l'époque de la montée en puissance de Jean-Marie Le Pen, il existait une corrélation forte entre la pratique catholique et le rejet du vote Front national. C'est moins vrai aujourd'hui. Le vote catholique n'est plus aussi hermétique aux idées frontistes.

Le passage de témoin entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine explique sans doute ce glissement, l'autre raison étant probablement liée à la question de l'immigration et aux peurs provoquées dans la population catholique par l'influence grandissante de l'islam. Quoiqu'il en soit, Marine Le Pen est à 13% des intentions de vote chez les catholiques pratiquants —très légèrement en dessous de la moyenne nationale— et à 18% chez les catholiques non-pratiquants. (...)

### **Le vote à gauche massif des musulmans**

Reste le vote musulman, estimé à 5% de l'électorat. Il est très marqué par l'abstention. Moins de la moitié des musulmans se déplacent pour aller voter, ce qui est la traduction électorale de leur faible niveau d'intégration dans la société française. Mais il est très homogène et très marqué à gauche. Selon les derniers sondages d'intentions de vote, 80% des électeurs musulmans s'apprêteraient à voter François Hollande au second tour de l'élection dans le cadre d'un duel avec Nicolas Sarkozy.

Ce vote massif pour la gauche est ancien. Celle-ci bénéficie de son image émancipatrice et décolonisatrice. Le débat récurrent sur la place de l'islam dans l'espace public renforce aussi le réflexe anti-droite. L'islam reste perçu par ses membres comme une minorité marginalisée et stigmatisée et, à cet égard, la droite au pouvoir porterait une grande responsabilité. Si le Front national reste l'ennemi numéro un, l'image de Nicolas Sarkozy est très écornée.

Si on ne peut nier la place du facteur religieux dans le vote des 22 avril et 6 mai prochains, on doit relever que ces électorats religieux demeurent très minoritaires. Avec 14 % de catholiques pratiquants, 2 % à 3% de protestants, 5 % à 6 % de musulmans, moins de 1% de juifs, cet électorat religieux forme à peine 30% de l'électorat. Nous sommes bien loin des États-Unis.

« [Présidentielle 2012: pour qui vont voter les juifs, les catholiques, les protestants, les musulmans?](#) », Henri Tincq, Slate, 2012

✍️ 14- **Décrire** – Caractériser le comportement électoral des catholiques et des musulmans en France.

✍️ 15- **Expliquer** – Comment expliquer les constats faits à la question précédente ?

### **Document 10 – Où en est le vote ouvrier ?**

#### **DYNAMIQUE HISTORIQUE DU VOTE OUVRIER**

La conquête du vote ouvrier est le cœur vital des gauches marxistes françaises ; des écrits de Karl Marx à la fondation de la SFIO, le mouvement ouvrier et le socialisme semblent unis par des liens indissolubles. Tout du moins, c'est la tâche que s'impose le socialisme naissant afin de donner une force politique à la « classe ouvrière » récemment née sous la plume de Karl Marx.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'alignement du vote ouvrier sur les partis de gauche (surtout vers le Parti communiste) se réalise progressivement. Cet alignement culmine avec les élections de 1973 puisque les ouvriers accordent un avantage à la gauche de plus de vingt points par rapport à l'ensemble de l'électorat. Cette situation dure tout au long des années 1970 lorsque près de 70 % des ouvriers votent à gauche. Le désalignement vient avec l'exercice du pouvoir par le Parti socialiste (PS) et ses alliés. Après une première sanction en 1986, les élections

législatives de 1993 marquent le début du désalignement électoral des ouvriers avec la gauche. La fin du cycle intervient en 2002 quand les ouvriers n'accordent plus aucune préférence à la gauche.

Il faut néanmoins ajouter à cette chronologie quelques éléments qui aident à comprendre l'histoire de cet alignement-désalignement. D'abord, le vote ouvrier pour De Gaulle et ses partisans a été très fort de 1958 à 1968, puisque celui-ci rassemblait sous son nom environ 30 % du vote ouvrier à chaque échéance législative. Ensuite, les commentateurs ont souvent tendance à passer sous silence, voire méconnaître, la réalité d'un vote ouvrier « catholique » et « conservateur » qui a été et reste fort dans certains départements (Lorraine, Alsace, Savoie...). Enfin, il y a donc une grande hétérogénéité du vote ouvrier que même la montée du vote ouvrier pour la gauche au cours des années 1970 n'a pas détruit, jamais la gauche n'ayant dépassé 70 % du vote ouvrier.

Par ailleurs, depuis le congrès de Tours en 1920, la gauche française est divisée. Or socialistes et communistes lorgnent vers le vote ouvrier même si le vote de classe ouvrier est d'abord un vote pour le Parti communiste (PCF). Florent Gougou note ici une différence intéressante dans l'évolution du vote ouvrier pour chacun des deux grands partis de la gauche française : « Dans les milieux ouvriers socialistes, les évolutions sont très sensibles à la conjoncture politique (...). En revanche, dans les milieux ouvriers communistes, le déclin de la gauche s'inscrit dans le long terme (des) transformations industrielles ».

### LES RAISONS DE CE DÉALIGNEMENT

Les raisons sont d'abord économiques. Le déclin de l'industrie a entraîné la baisse du nombre d'ouvriers : « en 1962, ils sont 7,4 millions (dont 0,8 million d'ouvriers agricoles), soit 39 % de la population en emploi. Aujourd'hui, on ne recense guère plus de six millions d'ouvriers, soit moins d'un emploi sur quatre ».8 Avec le développement des « ouvriers des services », la classe ouvrière a perdu de sa visibilité sociale. Ainsi, elle a été éloignée des centres des grandes villes, dans des établissements industriels plus petits : « entre 1975 et 1996, la part des établissements du secteur industriel de plus de 200 salariés est passée de 54,4 % à 39,7 % ».9 Fin des collectifs au travail, productivité à outrance, contrôle (direct ou indirect) des entreprises par des grands groupes internationaux insérés dans une économie mondialisée, tout a vraiment changé dans l'environnement économique des ouvriers et rien ne favorise les solidarités ouvrières.

D'autant plus que le mythe de la « classe moyenne » n'a pas été pour rien dans des rangs ouvriers qui se considèrent de moins en moins comme tels et de plus en plus comme des « Français moyens », en voie de le devenir ou plus sûrement aspirant à l'être. Y a-t-il preuve plus irréfutable que ce sondage10 de 2006 qui montre que 64 % des Français gagnant moins de 500 euros par mois se classent parmi la « classe moyenne », véritable classe de l'après-conscientisation de classe ? La classe porteuse de l'avenir socialiste est aspirée par l'attrait du confort bourgeois, perdant ainsi de sa singularité et de sa visibilité sociale. Cette déconscientisation ouvrière est d'ailleurs fort logiquement plus forte dans les générations ouvrières les plus récentes. Florent Gougou montre bien l'étiollement du vote ouvrier selon les générations ; ce déclin du vote ouvrier commence au cours des années 1980 pour la « génération de la modernisation », celle qui s'épanouit pendant les Trente Glorieuses et s'accroît pour la « génération de la crise », la suivante, qui n'accorde plus aucun avantage particulier à la gauche.

Pour autant, la gauche elle-même ne peut s'exonérer d'une importante part de responsabilité. Au pouvoir, le « tournant de la rigueur » de 1983 reste pour toute une génération l'incarnation de l'abandon par la gauche gouvernementale du monde ouvrier. Si toutes les voitures sorties de Peugeot-Sochaux le 11 mai 1981 étaient rouges, ce sont des ouvriers sidérurgistes de Longwy qui mettent à sac en 1984 la permanence parlementaire du député socialiste local... Progressivement, les ouvriers disparaissent des discours de gauche, même de ceux du PCF (...). Il faut attendre les discours enflammés du candidat Mélenchon de 2012 pour retrouver, au-delà des mots, la mystique ouvrière dans les discours de campagne du candidat soutenu par le PCF. De plus, la désyndicalisation accélère la désarticulation du rapport ouvriers-syndicats-partis, véritable socle du mouvement ouvrier. Que reste-t-il de présence ouvrière dans les partis censés les défendre ? Bien peu. Même si le PS n'a jamais eu un recrutement fort chez les ouvriers, la culture ouvrière lui est de plus en plus étrangère : moins de 5 % de ses adhérents sont ouvriers (-5 points par rapport à 1985) et « les attaches familiales avec le monde ouvrier s'érodent. 28 % des militants étaient fils d'ouvriers en 1985, ils ne sont plus que 8 % en 1998 ».13 Au PCF, longtemps auto-estampillé « parti des ouvriers », la désouvriérisation des militants, et plus encore des dirigeants, est manifeste. (...)

### VOTE FRONT NATIONAL ET DEXTRISME

Le glissement progressif vers la droite et l'extrême-droite du vote ouvrier est d'abord un fait. Guy Michelat et Michel Simon ont bien montré cette évolution entre les scrutins présidentiels de 1988 et 2007 : +19 points pour la droite, -15 pour la gauche ! Ce ne sont certes pas les ouvriers qui votent le plus à droite (ils sont même loin derrière les

commerçants-artisans et les cadres) mais c'est la catégorie sociale qui a évolué le plus vite vers la droite pendant la période.

Plus encore que la remontée du vote ouvrier pour la droite républicaine, c'est la forte poussée du vote ouvrier pour le Front national (FN) qui a retenu l'attention des commentateurs. Longtemps marginalisés par un FN champion du néolibéralisme et défenseur des catégories supérieures conservatrices voire réactionnaires, les ouvriers deviennent une cible électorale pour lui au début des années 1990. Alors qu'il ne réalise qu'à peine mieux que son score national en 1988 chez les ouvriers (18 % contre 15 %), Jean-Marie Le Pen creuse cet écart en 1995 (+7 points) puis en 2002 (+10 points environ). Cet électorat est d'ailleurs devenu relativement fidèle puisque c'est lui qui a le moins reflué en 2007 – Jean-Marie Le Pen, quatrième du premier tour, est même donné gagnant chez les ouvriers pour les instituts TNS et IPSOS.


Loin du vote protestataire longtemps incarné par le tribun Le Pen, le vote FN devient de plus en plus un vote « pour » comme le montre un sondage de mars 2011 où les catégories socioprofessionnelles inférieures (CSP -, ouvriers et employés) sont 48 % à soutenir les idées de Marine Le Pen (38 % pour l'ensemble de l'échantillon).<sup>18</sup> Montée spectaculaire du vote ouvrier pour le FN, baisse non moins spectaculaire du vote communiste, certains ont tôt fait de mettre en relation les deux phénomènes sous un angle mécanique où les mêmes ouvriers votant naguère pour le PCF voteraient aujourd'hui pour le FN. Or les tableaux comparatifs de Florent Gougou montrent bien que la dynamique Le Pen n'est pas très sensible dans les banlieues rouges alors qu'elle est plus forte dans les terres ouvrières dominées de longue date par la droite. Le vote ouvrier pour le FN est donc plus une radicalisation des ouvriers votant déjà à droite qu'un passage de la gauche à l'extrême-droite. (...)

#### DROITISATION DES VALEURS OUVRIÈRES ?

Pour comprendre cette évolution électorale, il faut analyser les valeurs et le comportement politique des ouvriers, à la fois sur le temps long mais aussi depuis le début de la « crise » financière en 2008. A cette tâche ardue, plusieurs politologues se sont attaqués. Dès 2009, Jérôme Fourquet démontre que les ouvriers ne sont ni plus racistes ni plus homophobes que la moyenne des Français. (...). Il semble ainsi que 72 % des ouvriers français acceptent l'homosexualité comme « une façon acceptable de vivre sa sexualité » (77 % pour l'ensemble des Français). Ainsi également, sur la question de l'immigration ou des sans-papiers, il semble bien que les ouvriers, du moins les plus jeunes, n'en fassent pas une priorité puisqu'ils parlent moins des sujets qui lui sont reliés que la moyenne des Français. Cette mise au point règle son compte à nombre d'idées reçues et révèle ainsi la fin de la priorité donnée au sociétal sur le social. Il est donc logique qu'en conclusion de sa note, l'auteur fasse l'hypothèse que « c'est d'abord sur l'équité fiscale et la juste répartition des richesses que devraient aujourd'hui se déterminer électoralement les catégories populaires ».

Néanmoins, à l'image de l'ensemble des Français mais plus encore chez les ouvriers, le discrédit du personnel politique s'est nettement accentué ces dernières années. L'autopositionnement sur le clivage gauche-droite est devenu plus volatile alors que l'autopositionnement « ni gauche, ni droite » augmente le plus chez les ouvriers – celui de droite régressant fortement entre 2007 et 2010 comme un symbole de la désaffection pour le président Sarkozy. Il ne s'agit pas de dépolitisation mais plus profondément de désaffiliation idéologique qui brouille les positionnements et les repères politiques. Dans une catégorie sociale où le projet émancipateur porté par la gauche fut très fort, cette moindre prégnance de l'idéologie n'est pas pour rien dans ce qui peut ressembler à une droitisation.

[Où en est le vote ouvrier ?](#), Jean-Philippe Huelin, Fondation Jean Jaurès, 10 Janvier 2013

 **16- Résumer** – Résumez l'évolution du vote ouvrier, ainsi que ses causes.

#### Document 11 – Le vote rétrospectif et le vote sur Enjeux

La première critique importante du modèle de Michigan, formulée dès le début des années 1960 par V.O. Key Jr., prit pour cible ses analyses (...) de la mobilité électorale. Contre ces conceptions de la mobilité comme phénomène marginal (ou résiduel) qui serait avant tout le fait des électeurs les moins informés et les moins politisés, Key se fixe pour programme de montrer que « *les électeurs ne sont pas des imbéciles* ». Il entend notamment réhabiliter le sens et la rationalité de ces comportements, qui loin d'être incohérents, lui apparaissent comme le produit de calculs et d'anticipations d'électeurs qui (...) ne sont ni moins informés ni moins politisés que les autres. Mais, échappant au carcan des identifications partisans, ils construisent leur choix sur d'autres bases : leur opinion sur certains enjeux mise en relation avec les positions des candidats sur ces questions, leur connaissance des candidats, leur évaluation de l'action de l'équipe sortante, etc. Key envisage notamment qu'une partie de ces mouvements électoraux relève d'un « vote rétrospectif ». Loin d'être incohérent, irresponsable ou désinvesti de la vie

politique, l'électeur est ici conçu comme un individu rationnel. Car, aussi intéressé et compétent soit-il en matière politique, il ne dispose que de très rares éléments pour déterminer son choix : à l'exception des quelques occasions où les candidats prendront des positions claires et distinctes sur certains enjeux, l'offre politique demeure le plus souvent obscure ; de surcroît, l'électeur n'a aucun moyen de savoir si les promesses qui lui sont faites seront tenues, ou dans quelle mesure elles le seront, etc. Dès lors, il déterminera son vote en fonction des seuls éléments tangibles d'évaluation et de comparaison dont il dispose : quelles furent les conséquences, pour lui et/ou pour le pays, des politiques menées par l'équipe sortante (y a-t-il plus ou moins de chômage? l'insécurité a-t-elle cru ou diminué ? son niveau de vie, ou celui de ses proches, s'est-il amélioré, dégradé, stabilisé ?...). Sur un modèle « récompense-punition », le vote apparaît comme le produit d'une appréciation portée sur les performances du gouvernement sortant. Choix auquel ni la personnalité des challengers, ni les programmes présentés par les candidats en lice, ne changent rien. Pour Key, «les électeurs peuvent rejeter ce qu'ils ont connu; ou ils peuvent approuver ce qu'ils ont connu. Ils sont peu susceptibles d'être attirés en masse par des promesses de nouveauté ou d'inconnu ». (...)

Les propositions de Key sont reprises, développées et systématisées au début des années 1970 dans un ouvrage dont le titre souligne la visée directement critique du paradigme de Michigan : *The Changing American voter*. La critique de Michigan s'appuie sur le constat d'une crise des identifications partisans qui en constituaient le cœur. Cette crise se manifeste d'abord par une baisse de l'identification à l'un ou l'autre des deux grands partis et une augmentation du nombre des « indépendants ». Moins fréquentes, les identifications seraient ensuite beaucoup moins fortes qu'auparavant. C'est ainsi, en amont, le processus de reproduction familiale des identifications partisans qui paraît grippé : assurée au cours des années 1950, cette reproduction devient plus aléatoire et les déterminants sociaux de l'identification démocrate ou républicaine moins prédictifs. Enfin, lorsque néanmoins elle subsiste, l'identification partisane s'avère moins prédictive du vote.

Cette part croissante de votes échappant aux identifications partisans, est analysée par les auteurs de *The Changing American voter* comme un « vote sur enjeux » (*issue voting*). Dans cette hypothèse, le ressort du choix des électeurs réside dans la confrontation de leur position sur certains des enjeux du moment à l'offre politique (les positions des candidats et partis sur ces mêmes enjeux).

Son vote n'étant plus lié par les déterminations de l'identification partisane (ou des appartenances sociales et culturelles dans la perspective de Columbia), en situation électorale, l'électeur envisagera l'ensemble de l'offre politique et, au coup par coup, se prononcera en faveur du candidat dont les positions sur le(s) enjeu(x) qui, à ce moment, lui semblent le(s) plus important(s), sont les plus proches des siennes. L'accroissement des phénomènes de mobilité électorale s'inscrit alors dans ces deux mouvements simultanés de déclin du vote partisan et d'essor du vote sur enjeu.

Cette mutation majeure de la vie politique est analysée comme le produit d'un double changement : l'apparition dans l'espace public américain, depuis les enquêtes des années 1940 et 1950, de nouveaux enjeux politiques, plus mobilisateurs et plus polarisants, faisant émerger d'importants clivages au sein de l'opinion publique, mais aussi l'apparition de « nouveaux électeurs », plus autonomes, plus intéressés à la politique et plus compétents que l'électeur apathique et peu informé de Michigan. Les auteurs de *The Changing...* poussent un cran plus loin la critique formulée par Key, car les électeurs mobiles ne sont plus seulement semblables aux stables, ils sont ici plutôt mieux informés, plus politisés et, d'une certaine façon, plus rationnels. Nouveaux enjeux et « nouveaux électeurs » sont en outre étroitement liés dans la mesure où c'est la transformation du débat politique résultant de l'émergence de ces nouveaux enjeux (ségrégation raciale et mouvements des droits civils, guerre du Viêt-nam et mouvements pacifistes, etc.) qui a contribué à intéresser et polariser l'électorat américain (au moins ses catégories les plus jeunes, accédant à la citoyenneté politique au cours des années 1960), l'a incité à se faire entendre, par le vote ou par d'autres voies (cette période et ces enjeux voyant aussi l'essor de modes protestataires de participation politique : marche des droits civils, manifestations et sit-in contre la guerre du Viêt-nam...). Dans une vue plus large, l'attention croissante du public à ces nouveaux enjeux, comme l'intérêt et la compétence de l'électorat, s'inscrivent dans un mouvement de transformation sociale qui, en modifiant les conditions de vie des citoyens, transforment les systèmes de valeurs dominants ainsi que la nature et la hiérarchie des préoccupations des opinions publiques occidentales. Cette thèse, développée par Ronald Inglehart, fait écho aux conclusions de Nie, Verba et Petrocik dont elle est contemporaine. Non seulement les « nouveaux enjeux » que ces derniers identifient relèvent de ces objets de mobilisation postmatérialistes (au même titre que, au cours des années 1970, le féminisme, le pacifisme, l'écologie...); mais, ces « nouveaux électeurs », dont la compétence politique d'ensemble et l'intérêt pour la politique se sont accrus, se présentent aussi comme les jumeaux des baby-boomers porteurs des valeurs postmatérialistes, élevés dans une période de prospérité et de croissance, de satisfaction des besoins matériels.

Jean-Philippe Lecomte, *Sociologie Politique*, Gualino, 2005

✎17- **Définir et Illustrer** - Définissez le « vote rétrospectif » et le « vote sur enjeux », et donnez des exemples contemporains.

✎18- **Justifier** – Quels sont les éléments empiriques qui permettraient de parler d'un vote sur enjeux ?

✎19- **Expliquer** – Comment expliquer le développement d'un vote sur enjeu ?

## Document 12 – Vote à la présidentielle 2012 selon le vote à la présidentielle 2007

	N. Arthaud*	P. Poutou*	J.L. Mélenchon	F. Hollande	E. Joly*	F. Bayrou	N. Sarkozy	N. Dupont-Aignan*	M. Le Pen	J. Cheminade*	Total %
<b>ENSEMBLE</b>	0,6	1,1	11,1	28,6	2,3	9,1	27,2	1,8	17,9	0,3	100
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour présidentielle 2007</b>											
S/T EXG – PC - VERTS	2	7	45	25	8	3	3	2	5	0	100
Ségolène Royal	0	1	15	71	2	3	1	1	6	0	100
François Bayrou	0	0	8	27	3	39	11	2	9	1	100
Nicolas Sarkozy	1	0	2	6	0	4	73	1	13	0	100
Jean-Marie Le Pen	1	0	2	4	1	3	12	2	75	0	100

Comprendre le vote des Français 2nd tour présidentielle 2012, Ipsos-Logica Business Consulting pour France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point

✎20- **Discuter** – Ces données remettent-elles en question la thèse d'un « vote sur enjeux » ?

## Document 13 – Présidentielle 2012 : les médias font-ils l'élection ?

*DEBAT | Face à des politiques rompus à la communication, les journalistes peinent à jouer leur rôle. Difficile de dire qui mène la danse électorale.*



Illustrations : Brett Ryder

Quelques heures seulement après la tuerie antisémite de Toulouse, le 19 mars 2012, le président de la République, François Hollande et François Bayrou, tous candidats à l'élection présidentielle, étaient sur place, entourés de caméras. « Pourquoi ? C'est tout simple, expliquait Daniel Schneidermann dès le lendemain matin, sur le site d'Arrêt sur images. Parce qu'un gros, très gros paquet d'électeurs sont encore informés par le 20 heures. Et en langage 20 heures, la seule manière d'exprimer une compassion particulière, une mobilisation, ou même simplement une réaction par rapport à un événement, est d'inscrire pour quelques secondes son image dans le décor de cet événement. » Le lendemain matin également, sur France Inter, le sondeur Brice Teinturier et le politologue Dominique Reynié discutaient déjà des conséquences de ce drame, à la une de tous les médias, sur les résultats de l'élection présidentielle en cours. Et chacun de se souvenir de l'impact de l'agression d'un retraité, Paul Voise, reprise en boucle sur TF1 trois jours avant le premier tour de l'élection de 2002, qui vit Jean-Marie Le Pen devancer Lionel Jospin.

Les médias méritent-ils autant d'honneur (ou d'indignité) ? Leur pouvoir est-il si grand qu'ils feraient l'élection, comme on l'entend souvent ? Et la campagne électorale ne serait-elle qu'une « construction médiatique », comme l'affirme le politologue anglais Colin Seymour-Ure ?



Professeur de science politique à l'université Paris-Dauphine, Brigitte Le Grignou sourit à l'évocation de cette « *inusable* » question et rappelle les travaux des sociologues de l'université de Columbia durant la campagne présidentielle américaine de 1940, qui font aujourd'hui encore référence. Après avoir interrogé le même panel, à sept reprises, entre avril et novembre, ces sociologues ont mis en évidence que la majorité des électeurs sont prédéterminés dans leurs choix. Quand commence l'enquête, 60 % savent déjà pour qui ils vont voter. En juillet-août, au moment des conventions des partis chargées de désigner les candidats (Roosevelt et Willkie), 20 % supplémentaires ont fait leur choix. Quand s'ouvre la campagne électorale, il ne reste ainsi que 20 % des électeurs dont le vote reste ouvert, ceux qui précisément sont les moins intéressés par la politique et suivent le moins assidûment la campagne. Les électeurs, concluent les auteurs de l'étude, sont d'abord déterminés par leur statut social, leur religion et leur lieu de résidence.

Des travaux plus récents, souligne Brigitte Le Grignou, ont mis en évidence d'autres mécanismes d'influence, plus puissants que les médias. En particulier le poids de l'entourage, les parents, les amis, les collègues de travail, toutes ces discussions, ces micropressions, ces remarques ironiques, voire ces menaces diffuses de rupture ou d'exclusion. Est-ce à dire que les campagnes dans les médias n'exercent aucune influence ? Certainement pas. Après tout, les sociologues de Columbia avaient pu montrer que 8 % des électeurs avaient finalement changé d'opinion à l'issue de la campagne électorale. Un pourcentage souvent suffisant pour faire basculer un scrutin d'un côté ou d'un autre.

D'autant plus que, depuis 1940, la société a évolué dans le sens de la médiatisation et de l'individualisation. Observateur subtil des mutations de nos démocraties, Bernard Manin, directeur d'études à l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales) et professeur à la New York University, décrit ainsi un glissement de la démocratie des partis de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, à la « *démocratie du public* » d'aujourd'hui. Selon lui, celle-ci se caractérise par la personnalisation des élections, un affaiblissement de l'emprise des partis, une liberté de choix plus importante des électeurs et une emprise croissante des médias et des sondages. « *Les partis demeurent des acteurs fondamentaux des campagnes électorales, mais ce qui a changé, c'est que les électeurs ne sont plus partagés par des affiliations partisans stables* », explique-t-il.

*“Les médias ne nous disent pas ce qu'il faut penser, mais ce à quoi il faut penser” McCombs et Shaw, sociologues*

Même si elle demeure limitée, cette volatilité nouvelle des électeurs peut ainsi donner plus de place aux effets des campagnes dans les médias. Ceux-ci s'exercent à travers un certain nombre de mécanismes clairement identifiés par les spécialistes de science politique. Le mécanisme de « l'agenda », par exemple, expression traduite de l'américain « *agenda-setting* » et qui signifie plutôt « mise à l'ordre du jour ». En s'emparant d'une thématique à un moment donné, les médias la placent au cœur des conversations et des préoccupations. Comme l'exprimaient les sociologues américains McCombs et Shaw, dans les années 70, « *les médias ne nous disent pas ce qu'il faut penser, mais ce à quoi il faut penser* ». Pour Brigitte Le Grignou, « *ce mécanisme est extrêmement puissant, parce que tout le monde va reprendre cet ordre du jour. Pendant la campagne présidentielle de 2002, un thème unique, très flou, celui de l'insécurité, a été sélectionné par les médias. L'effet sur certains électeurs a-t-il été tel qu'il les a inclinés à choisir le candidat considéré comme propriétaire de cet enjeu, le Front national ? Peut-être, mais cela reste difficile à établir.* »

Le mécanisme dit de « cadrage » est également souvent cité par les spécialistes. Il ne suffit plus pour les médias de mettre une question à l'ordre du jour, mais aussi d'en imposer la lecture, la façon de l'envisager. Dans un livre passionnant, récemment paru, *Comment se jouent les élections*, Christophe Piar, maître de conférences à Sciences-Po Paris, montre ainsi comment, durant la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy fut « cadré » par les médias, en particulier la télévision. « *En termes de cadrage, le candidat de l'UMP pouvait être présenté soit comme le candidat du pouvoir sortant, en héritier de Jacques Chirac, soit comme un candidat de rupture avec le pouvoir en place.* » Au cours des mois qui précèdent l'élection, Nicolas Sarkozy va mettre en scène ses différences avec Jacques Chirac et Dominique de Villepin, alors Premier ministre. « *Or, ce cadrage qu'il voulait donner de lui-même, poursuit Christophe Piar, se prêtait particulièrement bien au biais de la dramatisation et du conflit qui caractérise la fabrication des journaux télévisés.* » Nicolas Sarkozy réussit ainsi à imposer son « cadrage stratégique » aux journalistes, avec le résultat électoral que l'on sait. (...)

Michel Abescat - [Télérama n° 3246](#), Le 05/04/2012 à 12h13

✍️ 21- **Analyser**- Analysez l'image du début de l'article.

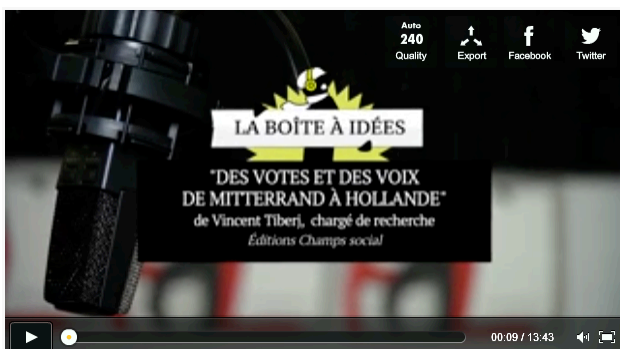
✍️ 22- **Résumer** – Complétez le tableau suivant



Les Médias influencent peu les opinions politiques ...		... mais leur influence n'est pas nulle	
Explication	Illustration	Explication	Illustration

✍23- **Discuter** – comment ses analyses permettent-elles de discuter la pertinence d'un vote rétrospectif et d'un vote sur enjeux ?

Un document de synthèse : Vincent Tiberj sur la «droitisation» de la société (2013)



[http://www.dailymotion.com/video/x169vds\\_vincent-tiberj-sur-la-droitisation-de-la-societe\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x169vds_vincent-tiberj-sur-la-droitisation-de-la-societe_news)

✍24- **Résumer** – Sur les 3 questions posées (droitisation ou non de la société, évolution de l'abstention, évolution du racisme), résumez la thèse et les arguments de Vincent Tiberj.

## Synthèse du chapitre

### 1. France : vers une démocratie de l'abstention ?

#### 1.1. Quelle évolution de l'abstention en France ?

Depuis les années 80, on constate globalement en France une **forte progression de l'abstention**. Le niveau d'abstention est cependant variable selon les élections : lors des dernières élections européennes, près de 60% des inscrits se sont abstenus au premier tour ; à l'inverse le taux d'abstention était trois fois moins élevé lors du premier tour des élections présidentielles 2012. Un niveau qui reste malgré tout non négligeable.

#### 1.2. Qui sont les non-inscrits et les abstentionnistes ?

Les abstentionnistes ne sont cependant pas les seuls à ne pas participer directement au jeu électoral. On estime en effet que 8% des individus en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes. L'étude de leur profil sociologique montre que les non inscrits et les abstentionnistes sont surreprésentés dans les catégories suivantes :

- Les jeunes et les personnes âgées
- Les personnes peu diplômées ou de catégories sociales défavorisées
- Les personnes célibataires
- Les immigrés
- Les urbains

Ces constats laissent supposer l'importance du niveau d'intégration sociale : **moins on est intégré socialement, plus on a de chances de s'abstenir**.

#### 1.3. Comment expliquer la non-participation électorale ?

Avant l'introduction du suffrage universel, il existait un suffrage censitaire (seuls ceux qui payaient le « cens », un impôt payé par les catégories aisées, pouvaient voter). Mais si les barrières économiques à l'entrée du jeu politique ont aujourd'hui été levées, celles-ci subsistent encore sous une forme culturelle ce qui fait dire à Daniel Gaxie qu'il existe un " **cens caché** ". La politisation, entendue comme " attention accordée au fonctionnement du champ politique ", est en effet inégalement distribuée dans l'espace social, et la principale variable explicative en est le niveau d'études atteint par les citoyens. Le système éducatif joue en effet un rôle souvent décisif dans la transmission des ressources langagières ou conceptuelles nécessaires pour s'orienter parmi les offres politiques.

Il faut également distinguer la " **compétence politique** " du sentiment de posséder celle-ci, qui va jouer un rôle plus décisif encore. La position sociale va en effet peser sur le fait de se sentir légitime ou non à s'exprimer politiquement, à niveau de compétence égale, pour déchiffrer les enjeux. Les citoyens de milieux populaires vont ainsi avoir tendance à l'« **auto-déshabilitation** », masquant souvent ce sentiment d'indignité derrière l'indifférence, voire un rejet de la politique, alors même qu'ils ont leur mot à dire quand on les interroge sur certaines questions. Inversement, les membres des classes favorisées vont se juger plus compétents qu'ils ne le sont souvent réellement, répondant à une injonction plus forte dans leur milieu de s'intéresser à la politique.

Dans certaines cités, comme celle des cosmonautes à St Denis, la faible politisation d'une majorité de la population tient également à une quasi disparition des leaders d'opinion politisants et mobilisateurs. Les transformations politiques, économiques et sociales se sont en effet traduites par un large recul de l'encadrement partisan (parti communiste notamment) et syndical.

### 2. Assiste-t-on à un déclin du vote lié aux appartenances sociales ?

#### 2.1. La thèse d'un vote influencé par les appartenances sociales...

### 2.1.1. « une personne pense politiquement comme elle est socialement » ?

La représentation idéale du vote habituellement véhiculée est celle d'un électeur qui exprime par son vote un choix personnel délibéré et réfléchi. Pourtant les déterminants sociaux exercent toujours un ascendant tant sur la participation électorale que sur l'orientation du vote. Lors du second tour des dernières élections présidentielles, on constate par exemple que les indépendants ont très majoritairement voté pour Nicolas Sarkozy, tandis que les professions intermédiaires, employés et ouvriers ont majoritairement voté pour François Hollande.

A l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1940, une équipe de l'université de Columbia emmenée par Paul Lazarsfeld va ainsi interroger de manière répétée un échantillon représentatif d'habitants de l'Ohio tout au long de la campagne et s'apercevoir que la grande majorité d'entre eux avait arrêté son choix avant même l'ouverture de cette campagne sans s'en départir par la suite. Plus encore, ils remarquent que cette orientation initiale était étroitement liée au **groupe d'appartenance** de chacun, défini par son statut social, sa religion et son lieu de résidence. Leur conclusion est qu'"**une personne pense politiquement comme elle est socialement**". Un constat qui relativise l'influence des campagnes et plus généralement celle des médias sur les orientations électorales.

D'autres chercheurs, de l'université du Michigan, vont proposer un autre modèle d'explication du vote. A partir d'enquêtes électorales menées avant et après les scrutins, ils mettent en avant le rôle d'une variable plus psychologique, l'"**identification partisane**", c'est-à-dire l'attachement plus ou moins fort à une formation politique donnée. Souvent forgée dès l'enfance au sein du milieu familial, celle-ci agit comme un raccourci cognitif qui filtre la vision du monde et épargne aux individus une attention soutenue à la vie politique.

Modèle de Columbia et du Michigan convergent en tout cas pour souligner le rôle de la **socialisation politique**.

### 2.1.2. La religion catholique et l'orientation politique

Plus encore que l'origine sociale, la variable religieuse influence particulièrement le vote des citoyens. Plus on est catholique pratiquant, plus on vote à droite, notamment vers l'UMP. Cette préférence tire notamment son origine dans les combats laïques menés par la gauche aux XIXe et XXe siècles. Par ailleurs, les catholiques pratiquants s'identifient davantage à des «valeurs» d'ordre, de sécurité, de légitimité, traditionnellement plus associés à la droite.

Le vote des musulmans est quant à lui très marqué par l'abstention. Moins de la moitié des musulmans se déplacent pour aller voter, ce qui est la traduction électorale de leur faible niveau d'intégration dans la société française. Mais il est très homogène et très marqué à gauche. La gauche bénéficie de son image émancipatrice et décolonisatrice. Le débat récurrent sur la place de l'islam dans l'espace public renforce aussi le réflexe anti-droite.

## 2.2. ... contrecarrée par l'émergence d'un vote sur enjeux et d'un électorat stratège ?

### 2.2.1. Un déclin du vote de classe ?

Différents indicateurs pointent vers un affaiblissement du vote de classe. Les ouvriers sont ainsi dans de nombreux pays de moins en moins nombreux à voter pour les partis de gauche. Les explications sont à rechercher aussi bien dans les mutations de l'appareil productif (déclin des grands bastions industriels où le syndicalisme était très présent), dans le développement de l'individualisme, que dans les changements de l'offre politique (les partis de gauche ciblant moins l'électorat ouvrier).

### 2.2.2. Vers un vote sur enjeux ?

Au tournant des années 1980, certains chercheurs, constatant l'affaiblissement de l'affiliation déclarée à un parti et la progression d'une volatilité électorale, vont avancer la montée d'un électorat stratège qui pourrait exprimer :

- Un **vote retrospectif** : l'électorat serait davantage enclin à évaluer l'équipe sortante et à la sanctionner si elle est jugée inefficace
- Un **vote sur enjeu** où des électeurs plus instruits et informés se décideraient en fonction de la proximité entre les programmes proposés par les candidats et leurs préférences personnelles.

Il faut cependant noter que les études confirment, scrutin après scrutin, que les appartenances sociales (classe, religion, âge, sexe, etc.) continuent à peser fortement, tant sur la participation que sur l'orientation du vote où le clivage gauche-droite demeure pertinent. La proportion d'électeurs ayant changé de camp politique entre les élections présidentielles de 2007 et celles de 2012. **La volatilité électorale** – qui tend à mesurer la proportion d'électeurs changeant de camp d'une élection à l'autre - existe bien, mais elle est loin de concerner une frange majoritaire de l'électorat. Surtout, elle **est souvent le fait des individus les moins politisés**, à l'opposé de l'hypothèse d'un électeur stratège. Ce que confirme le fait que part de la volatilité électorale due aux trajets vote-abstention ou *vice versa* est la plus importante.

### 2.2.3. Les médias font-ils l'élection ?

Plusieurs travaux de sociologie électorale montrent que les médias ont des **effets limités** sur l'opinion des individus. Les changements d'opinion suite à une intense activité médiatique peuvent être peu fréquents, notamment car les individus sélectionnent les messages qu'ils écoutent en fonction de leurs opinions politiques préalables. De plus, lorsque des changements d'opinion interviennent, ils sont souvent dus aux contacts face-à-face avec l'entourage (familial, professionnel ou amical), et pas nécessairement aux médias. Les médias n'auraient donc pas d'effet tout puissant. Cela ne signifie cependant pas qu'ils n'aient aucun effet.

D'après les théories de l'agenda, la perception d'un événement par le public est fonction de la place que lui accordent les médias. Les propositions négligées par les médias, si elles ne reçoivent pas plus d'attention dans l'avenir non plus, seront vite oubliées. **En déterminant l'agenda politique, la presse ne dit pas aux gens ce qu'il faut penser mais à quoi il faut penser**. Cela peut influencer les élections : en 2002, le thème de l'insécurité a été sélectionné par les médias. Ce qui a pu bénéficier aux partis jugés plus « crédibles » par les électeurs sur cette thématique (droite ou extrême droite)

L'influence des médias ne tient pas seulement au choix des sujets traités, mais aussi à la façon dont ils le traitent. L'effet de cadrage des médias correspond à la façon dont ceux-ci vont généralement présenter un sujet, à l'« angle » qu'ils vont choisir selon la terminologie journalistique (exemple : le chômage est-il présenté comme un phénomène individuel ou comme résultant de logiques économiques plus globales). **L'effet de cadrage joue un rôle important sur la façon dont le public va percevoir le sujet en question.**

## Lexique des termes du chapitre

**Participation** : Désigne le fait qu'un électeur inscrit sur les listes électorales participe au vote.

**Abstention électorale** : Désigne le fait qu'un électeur inscrit sur les listes électorales ne participe pas au vote.

**Variables lourdes du comportement électoral** : caractéristiques sociales des individus généralement considérées comme ayant une influence significative sur leur comportement électoral : catégorie sociale et religion (le genre n'a dans l'ensemble pas d'influence significative).

**Vote sur enjeu** : théorie selon laquelle des électeurs plus instruits et informés se décideraient en fonction de la proximité entre les programmes proposés par les candidats et leurs préférences personnelles (par opposition à un vote dépendant fortement de l'origine sociale)

## Les principaux modèles d'analyse électorale.

ÉCOLE /auteur	Concepts clés	Thèse
COLUMBIA / Lazarsfeld Années 1950	Indice de prédisposition politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- indifférence de la majorité des électeurs</li> <li>- faible effet de conversion des campagnes électorales</li> <li>- rôle central des leaders d'opinion au sein des groupes primaires</li> <li>- vote comme expérience de groupes socialement homogènes</li> </ul>
MICHIGAN Années 1960	Identification partisane (IP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faible compétence politique des citoyens</li> <li>- rôle central des identifications partisans (IP)</li> <li>- l'IP comme repère pour les moins compétents</li> <li>- typologie des élections (vote normal, désalignement), et des électeurs (<i>issue voters, party voters</i>)</li> </ul>
Key Années 196	Le vote rétrospectif	<ul style="list-style-type: none"> <li>- émergence d'un électeur stratège</li> <li>- vote comme sanction d'une équipe sortante jugée non satisfaisante (ou gratification d'une équipe jugée satisfaisante)</li> </ul>
HARVARD Années 1970	Le vote sur enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- émergence d'un « nouvel électeur », plus informé</li> <li>- moindre alignement partisan</li> <li>- montée du vote sur enjeux</li> <li>- volatilité électorale croissante</li> </ul>

D'après P. Lehingue, « Les Modèles explicatifs du vote », in *La science politique*, Cahiers français, n°350